



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 4 juillet 2022

Nombre de conseillers en exercice : 33

Extrait de la délibération affiché le **6 juillet 2022**.

L'an deux mille vingt-deux, **le quatre juillet à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 28 juin 2022, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle La Minot à la Maison de l'Enfance et de la Famille, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Étaient présents : 27

Jérôme DUBOST, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Patrick **DENISE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Edith **LEROUX**, Nicolas **BERTIN**, Isabelle **CREVEL**, Thierry **GOUMENT**, Jean-Pierre **LAURENT**, Aurélien **LECACHEUR**, Catherine **OMONT**, Aliki **PERENDOUKOU**, Virginie **VANDAELE**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**, Virginie **LAMBERT** (présente à partir de la 14^{ème} délibération n° D.89), Nicole **LANGLOIS**, Arnaud **LECLERRE**.

Excusés ayant donné pouvoir : 6

Éric **LE FEVRE** donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Jean-Luc **HEBERT** donne pouvoir à Yannick LE COQ
Aline **MARECHAL** donne pouvoir à Isabelle CREVEL
Sandrine **VEERAYEN** donne pouvoir à Catherine OMONT
Agnès **MONTRICHARD** donne pouvoir à Arnaud LECLERRE
Christel **BOUBERT** donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 4 juillet 2022

2022.07/116

TRANSITION ÉCOLOGIQUE – CANDIDATURE A LA RECONNAISSANCE « TERRITOIRE ENGAGÉ POUR LA NATURE » – Période 2023-2025 – AUTORISATION

Madame Fabienne Malandain, 1^{ère} Adjointe au Maire – La biodiversité représente l'ensemble des êtres vivants, des milieux naturels et des relations qu'ils tissent entre eux. Elle nous rend de multiples services : elle nous fournit des ressources naturelles, assure la pollinisation des végétaux cultivés, contribue à lutter contre les événements climatiques (inondations, canicules...), offre des paysages de qualité, etc. Aujourd'hui, la biodiversité décline à un rythme sans précédent. La destruction des habitats, les pollutions, la surexploitation des espèces sont quelques-unes des causes de son déclin. Afin d'enrayer ce déclin, il est urgent d'agir, à de multiples échelles.

L'échelon local permet de répondre à des enjeux ciblés et spécifiques à un territoire donné. Aussi, afin de mobiliser les collectivités et les acteurs locaux autour de projets en faveur de la biodiversité, le Ministère de la transition écologique et solidaire et Régions de France, ont créé le dispositif « Territoires engagés pour la nature » en 2019. Cette initiative est une action territorialisée du Plan biodiversité, paru en 2018 et constitue le volet « collectivités locales » de la Stratégie Nationale pour la Biodiversité.

En candidatant, une collectivité élabore et s'engage à mettre en œuvre sous 3 ans un plan d'actions de qualité pour la biodiversité. Le plan d'actions s'attache notamment à mobiliser les différents domaines de compétence de la collectivité ainsi que les acteurs du territoire.

Les territoires reconnus participent ainsi à :

- intégrer de la biodiversité à l'ensemble des politiques publiques menées (urbanisme, routes, gestion d'espaces, éducation, culture, etc.) ;
- mobiliser les acteurs d'un territoire en proposant des projets en partenariat avec des associations, acteurs économiques, etc. ;
- agir directement en faveur de la biodiversité en menant des actions ciblées (fauche tardive en bord de route, critères environnementaux dans les achats publics, objectif zéro phyto pour les espaces verts, etc.) ;
- sensibiliser pour favoriser une prise de conscience des dangers qui pèsent sur la biodiversité et partager avec les citoyens et les acteurs locaux des priorités claires ;
- inspirer et essaimer en partageant son expérience et ses bonnes pratiques.

La démarche Territoire Engagé pour la Nature est gérée régionalement. En Normandie, le collectif régional de gouvernance est composé de la Région Normandie, l'Office français de la biodiversité (OFB), l'État (représenté par la DREAL Normandie), les Agences de l'eau Seine-Normandie et Loire-Bretagne, et l'Agence normande de la biodiversité et du développement durable (ANBDD). Depuis 2019, une trentaine de collectivités ont obtenu la reconnaissance. La Ville de Montivilliers a fait partie des premiers lauréats en 2019, avec un programme 2020-2022 développé autour de 7 actions :

- Améliorer la connaissance de la biodiversité via la mise en œuvre d'un Atlas de la Biodiversité Communale
- Favoriser la biodiversité via la création de vergers municipaux avec espèces fruitières menacées
- Favoriser la biodiversité sur la Zone d'Activité de la Lézarde
- Intégrer la biodiversité dans le Plan Local d'Urbanisme
- Eduquer à la nature en mettant en place des campagnes de ramassage de déchets
- Sensibiliser à la lutte contre les espèces exotiques envahissantes
- Valoriser les espaces naturels de la ville auprès des habitants et des scolaires.

Ce programme a permis de mettre en œuvre des actions concrètes pour mieux connaître et favoriser la biodiversité à l'échelle locale, mais également de mener des projets mobilisant plusieurs services de la collectivité, ainsi que les habitants et des partenaires associatifs et institutionnels.

Cette reconnaissance « TEN » arrive à son terme en fin d'année 2022. Or, la Ville de Montivilliers souhaite poursuivre son engagement pour l'amélioration de la connaissance, la préservation et la valorisation des habitats naturels, de la flore et de la faune de son territoire. Aussi, il est proposé de candidater à une nouvelle reconnaissance, pour la période 2023-2025.

La reconnaissance « Territoire engagé pour la nature » apporte à la collectivité :

- un accompagnement par des experts pour formaliser un programme d'actions réaliste et concret qui intègre les enjeux locaux, régionaux et nationaux ;
- un renforcement des connaissances (enjeux, réglementation, etc.) et des compétences sur la biodiversité via un accès à des données nationales et régionales, des formations, etc. ;
- la facilitation à l'accès de financements existants (appel à projets régionaux, des Agences de l'eau...) ;
- une valorisation de ses pratiques au niveau régional et national (articles sur internet, réalisation de vidéos, implication lors d'événements phares, journées de partage d'expérience, etc.) et l'amélioration de son attractivité territoriale
- un accès au « club des engagés » pour échanger, monter collectivement en compétences (partage de bonnes pratiques, réseaux d'influence, etc.) et créer de nouvelles synergies.

Pour la reconnaissance 2023-2025, le dossier de candidature comprend la réponse à questionnaire couvrant différents champs de la gestion, protection et restauration de la biodiversité, ainsi que l'engagement de la collectivité dans à minima 4 projets qui devront viser :

- l'amélioration de la connaissance
- la favorisation de la biodiversité
- l'intégration de la biodiversité dans l'aménagement urbain
- l'implication citoyenne

Le dossier est à déposer auprès de l'Agence Normande de la Biodiversité et du Développement Durable avant le 30 septembre 2022, et sera évalué par le jury régional pour une annonce des lauréats en fin d'année 2022.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ;

VU le budget primitif de l'exercice 2022 ;

CONSIDÉRANT

- Que la Ville s'engage pour la Transition écologique, et notamment pour l'amélioration de la connaissance, la préservation et la valorisation des habitats naturels, de la flore et de la faune de son territoire,
- Que le dispositif Territoire engagé pour la Nature permet de formaliser pour 3 ans, un plan d'actions réaliste et concret à l'échelle du territoire, avec l'accompagnement d'experts régionaux ;

Sa commission municipale n°3, Transition écologique et vie quotidienne, réunie le 1^{er} juillet 2022, consultée ;

VU le rapport de Mme l'Adjointe au Maire, chargée de l'enfance et de la vie éducative, de la jeunesse, de l'environnement et des transitions écologiques,

DÉCIDE

- **D'autoriser Monsieur Le Maire ou son représentant, à soumettre le dossier de candidature de la Ville au jury régional pour la période 2023-2025.**

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 33

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.